



Ébauche – v.2

Réunion du Conseil des DPI du secteur public (CDPISP)
Le 23 février 2017
OTTAWA/GATINEAU

Compte rendu de la réunion

Présents

COPRÉSIDENTES :

John Messina (CDPISP)
Bette-Jo Hughes (CDPISP)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Colombie-Britannique

MEMBRES :

Benoît Boivin
Mark Brisson
Kathryn Bulko
Robert Devries
Chris Fisher
David Heffernan
Sean McLeish
Rick Ouellette
Harry Turnbull
Tracy Wood
Munna Zaman

Québec
Alberta
ASIM Canada (Ville de Toronto)
Ontario (pour David Nicholl)
ASIM Ouest (Ville de Regina)
Territoires du Nord-Ouest
Yukon
Nouveau Brunswick (représentant Cheryl Hansen)
Association des systèmes d'information municipale (ASIM) Est (Ville de Windsor)
Île-du-Prince-Édouard
Manitoba

OBSERVATEURS :

Ian Bailey
Marc Brouillard
Marc Contois
Sophia Howse
Melanie Robert
Rita Whittle

Colombie-Britannique
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Services partagés Canada
Colombie-Britannique, coprésidente du Groupe de travail sur le cadre
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Secrétariat de l'ISAC :

Dan Batista
Linda Robins



Point	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
1.	<p><u>Questions administratives</u></p> <p>A) Approbation du <u>compte rendu de décisions de la réunion en personne du 15 septembre 2016 à Victoria en Colombie-Britannique</u> (consulter l'onglet 1A)</p> <p>Le compte-rendu de décisions de la réunion du 15 septembre 2016 est approuvé.</p> <p>B) Examen des mesures prises lors de réunions ou de téléconférences antérieures. (consulter l'onglet 1B)</p> <p>Bette-Jo Hughes informe que toutes les mesures de suivi sont en cours ou seraient achevées d'ici la prochaine réunion.</p> <p>C) Approbation de l'ordre du jour du 23 février 2017 (consulter l'onglet 1C)</p> <p>L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 23 février 2017 est adopté.</p> <p>D) <u>Rapport d'état financier du CDPISP</u> (consulter l'onglet 1D)</p> <p>Bette-Jo Hughes examine l'état financier avec les membres et remarque un surplus de 364 739,86 \$. Elle constate qu'il y a une demande du Comité de recherche de 70 000 \$, plus 6 600 \$ pour la surveillance des médias partagés de façon égale avec le Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP), qui a été approuvée à la réunion des Conseils mixtes. Il est demandé au Comité de recherche d'ajouter les médias sociaux à la proposition de surveillance des médias. Les Conseils sont informés qu'il y aura un coût supplémentaire de 6 000 \$ par année pour y inclure les médias sociaux. Le CDPISP et le CPSSP sont d'accord pour inclure les médias sociaux. Il est aussi entendu que ce sera pour une période d'un an.</p> <p>Il est aussi rappelé aux membres que le Groupe de travail sur les avis de décès soumettra une demande de financement au printemps pour un montant allant jusqu'à 75 000 \$ réparti de façon égale avec le CPSSP.</p>	<p><u>Décision 1 :</u></p> <p>Compte rendu de décisions de la réunion du CDPISP du 15 septembre 2016 approuvé.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u></p> <p>Ordre du jour de la réunion du 23 février 2017 approuvé.</p>
2.	<p><u>Digital ID & Authentication Council of Canada (DIACC) – La technologie de « chaîne de blocs »</u> (consulter l'onglet 2)</p>	



Joni Brennan et Ian Bailey donnent une présentation sur le travail actuel lié à la technologie de « chaîne de blocs ».

Discussion :

- Robert Devries souligne l'importance de passer à cette technologie pour aborder des choses comme les conclusions. Il est tentant de l'examiner et de voir que nous pouvons constituer un Registre de transactions financières central et y écrire, construire une visionneuse Web et répliquer la même architecture d'une multitude de façons, mais nous devons savoir pourquoi c'est mieux, nous avons besoin de voir ce type d'analyse. Au premier abord, il s'agit d'une autre base de données pour enregistrer des transactions, mais son pouvoir réside dans le fait qu'en enregistrant les transactions les données ne sont pas validées par le système d'accueil à moins que les autres nœuds ne soient d'accord, ce qui donne donc une meilleure synchronisation des données que dans l'approche traditionnelle. Ian Bailey fait savoir que cela pourrait fonctionner avec le Carrefour numérique canadien et les Services de registre nationaux. Il y a beaucoup d'applications diverses qui pourraient offrir des solutions immédiatement. Il est intéressant de remarquer qu'avec les interconnexions point à point traditionnelles, on aura besoin de 92 connexions, avec celle-ci, seulement 14.
- John Messina fait remarquer que le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a récemment invité Gartner pour faire une présentation sur la chaîne de blocs. Les responsables pensent à 7 ou 8 ans en termes de viabilité commerciale. Cette prévision est-elle fondée sur le travail que vous effectuez avec IBM? Je me demande si la discussion concerne le problème opérationnel. Ian Bailey mentionne qu'il a parlé avec Gartner, mais l'entreprise ne sait pas s'il y a déjà des mises en œuvre en production, car c'est encore tôt.
- Bette-Jo Hughes dit que c'est différent d'essayer d'acquérir un service de chaîne de blocs comparé un à environnement fermé et en ce qu'il s'agit du problème opérationnel. Le New West Partnership Agreement (le Nouvel accord de partenariat commercial de l'Ouest) a été signé par la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan, et le Manitoba vient de le signer. Ces provinces avaient un projet pluriannuel très cher dans chacune des instances. La Colombie-Britannique s'est intégrée avec l'Alberta et tout le monde a dû changer ses systèmes puis la Colombie-Britannique s'est le tour du Manitoba. Vous avez besoin d'un engagement au niveau national pour les registres interopérables pour que cela puisse fonctionner facilement dans tout le pays. On ne peut pas continuer à avoir des solutions point à point. C'est le problème opérationnel qui a dicté ce que les provinces font parce qu'elles savaient



	<p>qu'elles ne pouvaient pas continuer à remplacer ce qu'elles avaient.</p> <ul style="list-style-type: none"> Munna Zaman suggère que ce serait utile d'avoir des scénarios, des cas d'utilisation. Il donne l'exemple du numéro d'entreprise. Le Manitoba a pu échanger le numéro d'entreprise, il a utilisé la technologie Message Queuing et cela a éliminé le besoin d'avoir 92 connexions. Munna Zaman demande si la technologie de chaîne de blocs est moins chère ou plus rapide. Ian Bailey dit que c'est trop tôt pour le dire, mais que, d'après lui, c'est plus simple puisque c'est une application construite spécifiquement à cet effet. Une des leçons que nous avons apprises est que vous devez penser à cela que c'est un système de messagerie qui se souvient de tout ce qu'il a fait et qui conserve tout ce qu'il a fait au moyen de la chaîne de blocs. Lorsqu'on enregistre une transaction dans la chaîne de blocs, toutes les personnes participantes peuvent voir cette transaction. Cela ressemble à la messagerie traditionnelle, mais celui-ci se souvient de tout ce qu'il a fait et on peut y revenir plus tard et retrouver ces renseignements parce qu'ils sont tous dans la chaîne. Bette-Jo Hughes demande si c'est quelque chose sur quoi nous voulons continuer de travailler dans le cadre de nos priorités. Ian Bailey dit que si nous voulons contribuer et présenter quelques-uns des problèmes opérationnels ou que nous avons d'autres cas d'utilisation, nous pourrions les explorer avec DIACC. John Messina suggère qu'il faut se mobiliser et continuer dans la lancée puisqu'il y a une grande valeur dans la chaîne de blocs. 	
3.	<p><u>« Ce que nous avons entendu » – Groupe de travail sur le nuage du CDPISP (consulter l'onglet 3)</u></p> <p>Karyn Harrison et Marc Charron du SCT fournissent un aperçu des consultations qui ont été organisées durant l'été et l'automne 2016 quant au plan stratégique de la technologie de l'information (TI) et la stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du gouvernement du Canada (GC).</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Bette-Jo Hughes demande quels sont les services demandés des ministères. Marc Charron répond que la demande de services est vise la collaboration et le [CRM]. Bette-Jo Hughes demande s'il y aura un besoin opérationnel immédiat ou s'il y a un besoin qu'ils devront 	



	mettre en œuvre. Marc Charron répond qu'une analyse de rentabilisation doit être présentée pour le logiciel ou le nuage avant qu'ils ne l'offrent. Ils ont aussi intégré des questions sur l'informatique en nuage pendant leur cycle de planification annuelle pour obtenir plus de points de données sur la demande. À l'arrivée, ils posent des questions sur les demandes, etc. qui peuvent être en conflit avec les solutions pancanadiennes.	
4.	<p><u>Cybersécurité</u></p> <p>Scott Jones, dirigeant principal de la sécurité de la TI du Centre de la sécurité des télécommunications Canada fournis un aperçu à huis clos des enjeux liés à la cybersécurité au Canada et autour du monde.</p> <p>Aucune note n'est prise dans les séances à huis clos.</p>	
5.	<p><u>Opérations de</u></p> <p>A) Rapport d'avancement du Groupe de travail sur le nuage sur la proposition d'un approvisionnement pancanadien de services informatiques en nuage (consulter l'onglet 4A)</p> <p>Stephen Gordon fournit un rapport d'avancement sur la proposition d'un approvisionnement pancanadien de services d'informatique en nuage.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Kathryn Bulko demande s'il y a quelque chose à partager sur l'atelier de l'exercice de capacité (CapEx) et d'OpEx]. Stephen répond que le Groupe de travail sur l'informatique en nuage présentera une version mise à jour des présentations de CapEx et d'OpEx le 6 avril aux membres du CDPISP. Il fait remarquer qu'une conversation sur ce sujet serait utile et permettrait assez de temps pour cette discussion lors de la téléconférence du 6 avril. Tracy Wood soulève que ce travail est avantageux pour les administrations. Ian Bailey partage ses conclusions sur le Microsoft Cloud en Colombie-Britannique. Même tous les employés canadiens de Microsoft étaient surpris de voir comment la technologie fonctionnait lorsque les représentants des États-Unis leur ont fait une démonstration technologique. Ils cherchent à aller plus loin. 	<p><u>Mesure de suivi no 1</u></p> <p>Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage fera une présentation au CapEx et à l'OpEx à la prochaine téléconférence du CDPISP du 6 avril 2017.</p>



- Marc Brisson demande quant à la mise en œuvre de Microsoft 365 en Colombie-Britannique. L'Alberta fait face à des enjeux avec l'obtention de réponses cohérentes sur des enjeux qu'ils reçoivent de ressources opérationnelles et techniques de la part de Microsoft. Le contrat de [Microsoft] exige un examen pour assurer que les modalités et les paramètres de licence actuels sont toujours pertinents dans l'orientation d'Office 365 proposée et fournissent une valeur opérationnelle. Cela pourrait être un point à l'ordre du jour à venir ou pour qu'un groupe de travail puisse avoir une discussion sur un examen complet du contrat avec Microsoft.
- Bette-Jo Hughes indique qu'il y aura une discussion à cette réunion qui ira plus en détail sur les priorités au cours de l'année prochaine. Elle dit que ce pourrait être une tâche pour une conversation avec les groupes de travail. Bette-Jo suggère qu'un groupe de travail considère de s'en occuper ou de consulter une autre source si c'est une tâche trop lourde à gérer pour ce qu'un groupe de travail peut s'occuper.

B) Rapport d'avancement sur l'approvisionnement de Services partagés Canada (consulter l'onglet 5B)

Marc Contois de Services partagés Canada fournit un rapport d'avancement sur l'approvisionnement de Services partagés Canada.

Discussion :

- Bette-Jo Hughes demande à ce que l'échéancier pour l'arrivage des déclarations soit protégé B. Marc Contois conseille qu'ils n'aient pas une échéance particulière, mais ils pendant au 1^{er} trimestre de l'exercice 2018-2019.
- Kathryn Bulko fait remarquer qu'elle a participé au groupe de travail sur l'approvisionnement de la TI et remercie Marc Contois d'avoir pris des commentaires quant aux honoraires de courtier et que cela aiderait d'avoir un ou deux modèles pour les honoraires de courtier. Marc Contois répond qu'ils essaient de récupérer les coûts entièrement puisqu'ils essaient de compenser les honoraires de courtier avec les escomptes de volume.
- Bette-Jo Hughes demande à ce que Stephen Gordon fournisse une mise à jour sur leur expérience quant à l'approvisionnement de l'informatique en nuage de la Colombie-Britannique. Stephen Gordon avertis qu'ils



sont allés sur le marché et qu'ils ont défini deux catégories : une catégorie de faible sensibilité qui se rapporte au non classé, et une sur la conformité relative à la vie privée sur les renseignements permettant d'identifier une personne qui se rapportent au protégé B. Ils ont fait ça pour l'infrastructure comme service et pour la plateforme comme service. Cela a pris longtemps, mais dorénavant nous avons 14 entités en tant qu'acheteurs. Un certain nombre de fournisseurs ont demandé plus de temps. C'était plutôt réussi quant au nombre de présentations reçues. L'arrivage de déclarations a été clos à la mi-novembre et ils ont traité un certain nombre de ces fournisseurs. À ce jour, ils ont commencé un processus qui établit les fournisseurs sur le marché. Ils ont des Accords relatifs au cadre juridique pour la conduite du commerce international et ils montrent comment ils sont placés sur le marché. Ils ont calendrier comparable à un accord-cadre de services avec des modalités générales. Des contrats de consommation peuvent être mis en place au sein de l'approvisionnement entre les fournisseurs d'informatique en nuage et l'entité du secteur public. Les contrats écrits sur papier survivent si à n'importe quel moment une décision est prise de ne pas continuer à utiliser l'informatique en nuage de la Colombie-Britannique en tant que construction.

- Bette-Jo Hughes ajoute que la demande n'est pas devenue réalité comme ils l'ont pensé. Ils sont partis sur une infrastructure comme plateforme. L'approvisionnement a pris plus longtemps que nous ne pensions puisqu'ils ont demandé beaucoup de clarifications et ont demandé une prolongation. Il y a eu des enjeux légaux dans l'élaboration des approvisionnements et la rédaction de l'entente-cadre sur l'informatique en nuage. Cela a pris plus de temps et était plus cher. Ils ne le font qu'une fois pour que chaque entité n'ait pas à le faire seule. Ils continuent de vérifier avec les entités pour assurer qu'elles obtiennent un montant. Les provinces agissent en tant qu'administrateur et elles sont signataires des contrats pour fournir une autorisation légale pour ce que nous faisons.
- Stephen commente qu'il y a des investissements importants dans la création d'un cadre pour avoir des entités dans tout l'agrégat de la fonction publique et elles commenceront à traduire au fur et à mesure qu'elles s'harmonisent avec les processus et il y aura un travail réduit sur certaines de ces ententes.

C) Présentation sur la Stratégie de l'informatique en nuage du Québec (consulter l'onglet 4C)

Benoît Boivin donne une présentation sur la Stratégie de l'informatique en nuage du Québec.

Discussion :



	<ul style="list-style-type: none"> John Messina demande à Benoît Boivin de parler de l'application bureautique. Benoît Boivin remarque qu'ils ont un sondage. Pour certains ministères, ils le mettraient à jour dans un an ou deux et ils le feraient en même temps. En ce qu'il s'agit du courtage, le Québec va publier un appel d'intérêt à l'automne 2017 lorsque le courtier dira que c'est disponible. Marc Contois demande la raison pour laquelle Microsoft et IBM établissent des centres de traitement au Québec. Benoît Boivin dit qu'il pense que c'est grâce aux coûts plus bas de l'hydroélectricité. Amazon va aussi venir. Bette-Jo Hughes demande quant à la composition des ministères/organisations en dehors de leur budget. Le Québec a 20 ministères, 80 organisations au sein de leur organisation ministérielle et ces 80 sont sujets aux règles du gouvernement pour des contrats. Elle remarque que l'assurance-maladie et la rémunération jouent beaucoup en TI. Bette-Jo Hughes demande si les documents de référence du Québec sont disponibles en anglais. Benoît dit que oui, mais pas tous. John Messina ajoute qu'il est possible de faire traduire les documents. Bette-Jo Hughes constate qu'ils n'ont pas dit que Microsoft Exchange était la norme et si c'est oui ou non une préoccupation. Benoît répond que c'est une conversation de grande ampleur dans son ministère. S'ils essaient de normaliser l'offre, ce serait compliqué, et ils veulent quelque chose de pratique. Avec le courtier ils devraient se normaliser. Un choix contrôlé pour aller vers plus de normalisation. 	
6.	<p><u>Point à l'ordre du jour du CDPISP ajouté à la suite de la discussion du Groupe de travail sur le cadre à la réunion des Conseils mixtes</u></p> <p><u>Discussion des priorités clés</u></p> <p>Priorité n°1 – La gestion de l'identité</p> <p>Lors de la réunion des Conseils mixtes du 22 février 2017, la gestion de l'identité a été identifiée comme étant une principale priorité pour les Conseils mixtes. Ian Bailey (C.-B.) et Jackie Stankey (Alb.) se portent volontaires pour prendre les rênes sur cette priorité, en travaillant en collaboration avec le Groupe de travail sur le cadre. Il serait utile</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 2 :</u> Ian Bailey et Jackie Stankey fourniront une ébauche de haut niveau sur la gestion de l'identité concentrée sur les activités/priorités à la téléconférence du CDPISP du 6 avril.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 3 :</u></p>



pour les membres du CDPISP de fournir quelques points de vue sur ce sujet avant que le travail ne commence en ce qui concerne les activités sur les prochains 12 à 18 mois. Nous avons eu la présentation de DIACC sur la technologie de la chaîne de blocs, mais il y a d'autres choses que nous souhaiterions réaliser autour de notre partenariat public/privé sur lequel nous aimerions nous concentrer. Y a-t-il des choses qui tireraient un avantage d'une activité plus concentrée avec le Comité directeur de la gestion de l'information (CDGI)? Nous essayons d'affiner la portée et les activités et de déterminer s'il y a besoin de ressources supplémentaires.

Discussion :

- En ce qui a trait au CDGI, il est remarqué que les Conseils ont besoin de regarder là où nous en sommes avec tous les résultats attendus. Nous devrions parvenir à un plan formel comme il l'a été suggéré par Rita Whittle. Il pourrait bénéficier d'une approche plus concentrée pour que plus d'artéfacts passent la ligne d'arrivée pour que nous puissions leur faire passer une mise à l'essai bêta ou alpha. Que ce soit au Québec, en Alberta ou en Ontario, nous sommes tous à différents niveaux de maturité pour les programmes d'identité et nous allons utiliser plus d'éléments de confiance dans certaines parties de notre travail. Robert Devries fait remarquer qu'il soutient le travail d'Ian Bailey et souhaite travailler de près avec lui.
- Chris Fisher commente que les municipalités auraient un avantage à avoir une description de base d'où nous sommes au Canada et dans toutes les provinces. Une des choses à faire était la redistribution du livre blanc et ce sera peut-être assez. Cela aiderait si nous avions une histoire cohésive à partager.
- Mark Brisson est d'accord pour faire passer les artéfacts du CDGI à la ligne d'arrivée. Ce serait quelque chose à confirmer si c'était sur l'harmonisation de lignes directrices et d'ensembles communs de pratiques pour que nous ayons un ensemble de normes pancanadiennes. Ce serait bien d'arriver à établir un plan de travail avec un ou deux projets pilotes pour mettre à l'essai les normes pancanadiennes et les différentes approches que nous avons et la façon de les harmoniser, c'est-à-dire les Prêts étudiants de l'Alberta en tant que cas d'étude/projet pilote. En ce qu'il s'agit de DIACC, ce n'est pas tant sur la façon d'harmoniser nos pratiques, mais plus que nous voulons nos identités confirmées consommées en dehors de chez nous et si c'est quelque chose qui devrait ou non devenir commercialisé. C'est un domaine en Alberta qui est très sensible au travail avec le commissaire à la protection de la vie privée et pour pouvoir obtenir l'établissement d'une identité numérique.
- Ian Bailey souligne qu'à la réunion du CDGI/DIACC du jeudi matin il y a eu une décision de prise pour élaborer un seul ensemble de normes de haut niveau. Du moment que les normes sont de haut niveau, les administrations individuelles peuvent faire des normes sur mesure et le secteur privé peut personnaliser ces

Les co-présidents du CDPISP communiqueront avec le président du SCDPIPI pour parler du développement d'une communication sur la cybersécurité à partager avec toutes les administrations (une présentation de niveau définie sur l'enjeu, et la façon dont le gouvernement l'aborde ainsi que les outils).

Mesure de suivi n° 4 :

Mark Brisson se porte volontaire pour se pencher sur Microsoft 365 quant à ce que cela voudrait dire pour tous leurs services fournis d'une façon partagée du point de vue du coût et de la technologie. Mark Brisson fournira une mise à jour au cours d'une prochaine téléconférence.

Décision 3 :

Le CDPISP confirme ses priorités :

1. Gestion de l'identité
2. Cybersécurité
3. Informatique en nuage et sous-ensemble Microsoft 365
4. Gouvernement numérique



normes pour renseigner des besoins spécifiques. Nous avons besoin d'un ensemble et de trouver comment travailler avec le secteur privé au moyen de DIACC et du CDGI. Il y a du travail à faire pour déterminer la façon de réaliser ce travail.

- John Messina dit qu'en ce qui a trait au DIACC, il est important de se mettre d'accord sur le cadre de confiance. On se dirige seulement vers un ensemble de processus communs sur lequel nous sommes d'accord.
- Bette-Jo Hughes constate qu'on ne sait pas si le cadre définira les rôles, ce n'est pas clair. Quel est notre rôle comparé à celui du secteur privé? Quel est notre rôle dans l'écosystème de l'identité? Quelle valeur apportons-nous et quelle est la proposition de valeur pour que le secteur public soit là? Nous avons besoin de clarté autour de ce que chacun apporte, de ce qui est notre rôle et de la manière dont nous générons de la valeur et des bénéfices. La façon dont nous envisageons le futur ensemble et la manière de nous assurer que lorsque nous le vendons que nous soyons tous clairs sur la transmission de messages.
- Sophia Howse remarque qu'un des résultats attendus, en réponse aux consultations juridictionnelles, est de rapporter un document papier sur les rôles et les responsabilités au moyen du CDGI. Elle constate qu'ils ont regardé toutes les composantes du cadre de confiance et qu'ils ont eu une conversation avec des personnes de tout le pays.
- Robert Devries fait savoir qu'un problème plus grand est la gouvernance d'une identité sur le marché à cause de la préoccupation de si oui ou non nous devrions publier des identités numériques pour une consommation par le grand public. Il y aurait des organisations privées utilisant des documents fondés sur le gouvernement pour créer des identités numériques. Ces identités seraient disponibles à tous et pourraient ne pas être vérifiables ou se conformer aux normes. Est-il important de regarder sur la longue durée sur la manière dont le gouvernement veut être vu sur le marché en tant que régulateur?
- Ian Bailey mentionne qu'il y a des normes autour du modèle opérationnel pour un service en particulier. Il demande si les Conseils désirent avoir un modèle opérationnel prescriptif plus que particulier. Nous voulons être d'accord sur la sécurité et la vie privée, traiter les normes technologiques qui seraient utiles, qu'importe la quantité de modèles opérationnels. Pour que nous puissions avoir un écosystème, nous aurons besoin d'avoir un modèle opérationnel et il se peut qu'il ait à être régulé.
- Sean McLeish soulève que la confiance est notre besoin opérationnel. La chaîne de blocs nous mène-t-elle quelque part où nous avons de la transparence? Nous avons la capacité de créer une organisation entre les deux

(stratégie)



qui ne s'occupe que de l'identité et de la confiance. Ian Bailey est d'accord pour dire que la chaîne de blocs a beaucoup de potentiel, mais que c'est un modèle opérationnel que nous aurons besoin d'essayer. Nous allons travailler ensemble et mettre de vrais services en place.

- Sean McLeish suggère que l'énoncé de valeur soit : Que fait cette entité avec mes renseignements? Sean suggère d'inclure le centre de protection de l'information.
- Bette-Jo Hughes dit que nous avons besoin d'avoir quelque chose de bien pensé avant d'aller voir les commissaires à la protection de la vie privée. Ian Bailey constate que les commissaires à la protection de la vie privée pourraient offrir des conseils sur les normes.
- Sean McLeish fait remarquer qu'il pensait à l'auditabilité et aux registres d'opération, puisque c'est ce qui fait la force de la chaîne de blocs.
- Munna Zaman a fait en sorte que son assureur public entreprenne un peu de travail avec DIACC, mais on lui a demandé de prendre du recul et de regarder l'approche.
- Ian Bailey fait savoir qu'un des sujets qui a été discuté était le développement de quelques matériels qui seraient bien plus compréhensibles par tous les niveaux opérationnels. Est-ce quelque chose que cette table soutient?
- Sophia Howse souligne que la rétroaction sur la gestion de l'identité des consultations du Groupe de travail sur le cadre était qu'il a été suggéré que les administrations « retournent à l'essentiel », « fassent ça simple », un plan de communication, et la manière de vendre ça chez soi en langage courant.
- Sean McLeish demande si nous pourrions inclure une discussion quant à la valeur potentielle pour le secteur privé.
- Ian Bailey dit qu'il y a une grande valeur à retirer la friction dans l'opérationnel, particulièrement dans le monde du numérique, mais qu'elle va au-delà de celui-ci.
- Bette-Jo Hughes souligne que nous n'avons clairement pas articulé une vision à venir de ce que cette chose est (où nous voulons nous diriger et la raison) et ce à quoi cet écosystème ressemblera (qui sont les acteurs et que fera cet écosystème). Nous avons besoin de quelque chose de haut niveau qui soit consommable, quelque chose à utiliser en tant qu'amorce.



- John Messina fait savoir que l'enjeu a été le scénario-maquette comprenant ce que c'est et la manière dont DIACC l'utilise. Ce n'est pas concret. Bette-Jo suggère l'utilisation de cas.
- Robert Devries dit que la GI n'est pas la même dans chaque province et que c'est déroutant puisque des façons de faire différentes ont été utilisées pour créer des identités. Si nous décomposons cela, nous pouvons créer des parcours d'utilisateur qui décrivent la manière dont elles peuvent être utilisées, et cela en démystifiera beaucoup. Ian Bailey remarque que ce que Robert Devries décrit est ce dont les gens font l'expérience. Sans objectif, le cadre est quelque chose d'abstrait.
- Bette-Jo Hughes demande à Ian Bailey de revenir avec une ébauche de haut niveau sur cette priorité pour un examen et une discussion à la téléconférence du CDPISP du 6 avril.

Priorité n° 2 : La cybersécurité

Bette-Jo Hughes demande s'il y a du travail que nous avons besoin d'entreprendre à cette table sur ce sujet ou si c'est assez pour obtenir des breffages normaux. Elle remarque que le Sous-comité des dirigeants principaux de l'information sur la protection de l'information (SCDPIPI) continue de faire du bon travail, mais qu'il y a quelque chose que nous avons besoin qu'ils fassent. Cette demande importante du SCDPIPI porte sur l'aide pour faire participer nos administrations. Y a-t-il d'autres choses à fournir à ce groupe quant à l'orientation?

- Tracy Wood suggère qu'il serait utile d'avoir un document d'information pour fournir une compréhension des conséquences de la cybersécurité. Bette-Jo Hughes souligne que le SCDPIPI a rédigé des rapports au niveau des hauts fonctionnaires. Le fait d'avoir des gens du Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) comme Scott Jones et ses collègues est très efficace. La participation au SCDPIPI aide vraiment à avoir une hygiène de sécurité minimum, des cadres de vérification et de conformité, etc.
- John Messina fait savoir que Scott Jones a mentionné par le biais du SCDPIPI qu'ils ont pu obtenir des histoires vraies du Conseil national de recherches du Canada.
- Mark Brisson constate qu'il serait utile d'avoir une communication sur les bases de la cybersécurité. Ils pourraient tirer avantage d'une présentation de niveau définie sur l'enjeu, et la façon dont le gouvernement l'aborde ainsi que les outils.



- Benoît Boivin remarque qu'ils partagent les mêmes préoccupations. Il y a besoin d'en informer la haute direction. Il suggère d'avoir quelque chose de plus définitif entre les administrations et le gouvernement fédéral. Nous avons des lignes informelles, mais nous avons besoin de rendre cela plus formel.
- Bette-Jo Hughes suggère que nous pourrions reposer la question de la communication au SCDPIPI, sur la façon dont cela se passe maintenant et si c'est ou non un processus formel entre les Agents, Soutien aux comités de la haute direction. Il y a aussi besoin d'un groupe qui soit plus au niveau des hautes fonctionnaires pour s'en occuper. Nous pourrions demander une recommandation au SCDPIPI sur ce à quoi cela ressemblerait.
- John Messina remarque qu'il y a une suggestion à la table pour concevoir nos propres talents et que ce devrait être quelque chose à prendre en considération.

Priorité n° 3 : Informatique en nuage et sous-ensemble Microsoft 365

Bette-Jo Hughes souligne que l'informatique en nuage est toujours une priorité pour le CDPISP. Il y a aussi un intérêt pour un effort plus coordonné entre les administrations dans les relations avec Microsoft.

- Mark Brisson dit qu'ils en sont aux étapes initiales de Microsoft 365, à trouver ce que cela pourrait vouloir dire pour tous leurs services fournis de manière partagée du point de vue du coût et de la technologie. Il serait utile d'avoir un groupe de travail pour comprendre l'ampleur de l'enjeu et des pièges.
- John Messina fait remarquer qu'il n'y a pas de groupe de travail du CDPISP analysant les produits de bureautique. Ce serait une bonne idée d'avoir un groupe de travail qui s'en occupe que ce que chacun fait dans ce domaine. Ce serait plus spécifique que ce dont s'occupe le groupe de travail sur l'informatique en nuage. Ian Bailey fait remarquer que le groupe de travail pourrait aussi se pencher sur Salesforce.
- Mark Brisson se porte volontaire pour aller voir ce que Microsoft 365 apporte en ce qu'il s'agit de ce que cela impliquerait pour tous leurs services de façon partagée d'un point de vue du coût et de la technologie (pour mieux comprendre l'ampleur de l'enjeu et des pièges).

Priorité n° 4 : La priorité du gouvernement numérique (stratégie)

- Guy Gordon (Man.) et Sean McLeish (Yn) conviennent de diriger la priorité du gouvernement numérique dans le cadre du Groupe de travail sur le cadre à la réunion des Conseils mixtes. Bette-Jo Hughes demande



	<p>si Munna Zaman a quelque chose à dire sur le sujet. Munna Zaman dit qu'il aimerait recueillir des commentaires des membres du CDPISP sur ce qu'ils veulent voir être fait sur cette priorité.</p> <ul style="list-style-type: none"> Bette-Jo Hughes indique qu'une fois que le Manitoba aura établi sa priorité, qu'il la présente au CDPISP pour plus de commentaires et de discussions. Sophia Howse exprime qu'une des choses que nous pourrions considérer est qu'au fur et à mesure qu'une conversation sur la stratégie numérique avance, la gouvernance fasse partie de n'importe quelle stratégie numérique. Il peut y avoir des choses qui peuvent se présenter au cours de l'élaboration d'une stratégie pour le Conseil des DPI. <p>Les membres sont d'accord que ce sont les quatre priorités pour le CDPISP.</p>	
7.	<p><u>Table ronde sur l'échange de renseignements (consulter les onglets 5A à 5 N)</u></p> <p><u>A) Discussion en table ronde pour avoir l'échange de renseignements comme point dans le cadre des téléconférences habituelles du CDPISP</u></p> <p>Bette-Jo Hughes conseille qu'une proposition soit présentée pour avoir l'échange de renseignements dans le cadre des téléconférences du CDPISP. Il y a deux choix à prendre en considération :</p> <ol style="list-style-type: none"> Du temps peut être alloué dans l'ordre du jour des téléconférences pour que les administrations définissent leurs priorités et leurs activités clés; Du temps peut être alloué dans l'ordre du jour des téléconférences pour des sujets particuliers avec les administrations identifiées pour parler de ce sujet. <p>Les membres se mettent d'accord pour le choix n° 2, qui est d'accorder du temps pour les ordres du jour des téléconférences du CDPISP pour des sujets de discussion spécifiques, la priorité sera donnée à des sujets qui ont été identifiés comme étant des éléments de priorité pour le CDPISP, mais s'il y a un sujet d'intérêt immédiat, les membres peuvent le présenter comme sujet de discussion.</p> <p><u>B) Partage de renseignements entre les administrations</u></p> <p>Les administrations fournissent un résumé des priorités clés et des activités dans leurs administrations. Veuillez prendre note que seules les mesures de suivi provenant de chaque mise à jour sont saisies dans le compte rendu de</p>	<p><u>Décision 4 :</u></p> <p>Les membres conviennent d'allouer du temps a dans l'ordre du jour des téléconférences du CDPISP pour des sujets de discussion particuliers, la priorité sera donnée à ces sujets qui ont été identifiés comme éléments de priorité pour le CDPISP.</p>



	<p>décision. Les membres peuvent se rapporter aux documents de partage de renseignements entre les administrations fournis dans le relieur de la réunion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Territoires du Nord-Ouest – David Heffernan • Ontario – Robert Devries (pour David Nicholl) • Colombie-Britannique – Ian Bailey and Sophia Howse. • Nouveau Brunswick – Rick Ouelette (pour Cheryl Hansen) • Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – John Messina et Melanie Robert • Alberta – Mark Brisson • Association des Systèmes d'Information Municipale du Canada – Chris Fisher et Kathryn Bulko • Manitoba – Munna Zaman • Québec – Benoît Boivin • Île-du-Prince-Édouard – Tracy Wood • Yukon – Sean McLeish 	
8.	<p><u>Autres affaires :</u></p> <p>A. Autres questions découlant de la réunion</p> <p>Bette-Jo Hughes et John Messina informent qu'ils vont partir à la retraite. Bette-Jo Hughes parle avec Sandra Cascadden sur le fait de prendre le rôle de coprésidente provinciale et Sandra accepte. Les membres du CDPISP se sont mis d'accord pour nommer Sandra Cascadden en tant que coprésidente provinciale/territoriale du CDPISP. Les membres remercient Bette-Jo Hughes et John Messina pour tout leur travail, leur soutien et leur collaboration aux Conseils.</p> <p>B. Mesures de suivi des réunions précédentes du CDPISP (consulter l'onglet 6A)</p> <p>Toutes les mesures de suivi seront terminées entre cet appel et le prochain.</p> <p>C. Rapports de mise à jour des sous-comités et des groupes de travail du CDPISP (consulter les onglets 6B et 6 C)</p> <p>Les rapports de mise à jour sont disponibles dans le cahier électronique pour un examen par les membres.</p> <p>D. La prochaine réunion en personne du CDPISP est le 6 octobre 2017 à Charlottetown, Processus</p>	<p><u>Mesure de décision n° 5 :</u></p> <p>Sandra Cascadden assumera le rôle de coprésidente provinciale/territoriale du CDPISP une fois que Bette-Jo Hughes partira à la retraite en juin 2017.</p>



	d'évaluation indépendant	
	Les coprésidents remercient tous les membres et les observateurs de leur participation.	
	La séance est levée à 16 h 15, HNE.	